

polémiques

+ RÉGIONS



LE ZOOM

Un gramme d'héroïne, de l'Afghanistan à la Belgique. Premier volet. P.14 & 15

LA CHRONIQUE

Pourquoi les spécialistes n'ont pas vu arriver les révoltes arabes... P.12 & 13

La note Di Rupo est-elle une rupture décisive ?

LE FORMATEUR a rendu publique sa note. Peut-elle servir de base à des négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral ? Est-ce le tournant attendu après 387 jours de crise ?

Non « Mais cela fera grincer des dents au PS et à la FGVB »

Elio Di Rupo a-t-il produit la « note de rupture » qu'exigent la plupart des partis flamands ou reste-t-on dans l'esprit de son travail de l'été dernier ?

En fait, ce n'est ni l'un ni l'autre. On n'est pas vraiment dans le cadre de ce qu'il avait mené comme mission de préformateur – ou il n'y avait pas eu de document écrit substantiel : on essayait encore d'avancer « à l'oral », si je puis dire – et ce n'est pas non plus une note de rupture. Somme toute, c'est que l'on attendait : la note d'un formateur... C'est-à-dire une note qui essaye de formuler une proposition d'ensemble, sur les questions socio-économiques et sur la réforme de l'État. Une note acceptable sur le plan communautaire – en recherchant une position d'équilibre entre francophones et néerlandophones, avec des subtilités à l'intérieur des deux communautés – et acceptables sur le plan socio-économique – entre une vision plus régulatrice et une vision plus libérale.

« Ce n'est donc pas la note d'un socialiste francophone ?... »

Non. Il paraît clair qu'il y aura quelques grincements de dents à l'intérieur du PS et de la FGVB : que ce soit sur la réforme des pensions et du marché de l'emploi ou sur la réduction de la norme d'augmentation des soins de santé de 4,5 à 2 % jusqu'à 2015.

Même si on ne peut parler de rupture, les partis flamands pourraient-ils tout de même y trouver leur compte ?

Dans la réforme de l'État, il y a trois grands secteurs qui sont transférés : une partie de la politique de l'emploi, des soins de santé et des allocations familiales, pour un total de 17 milliards. C'est le montant le plus élevé dans les notes qui ont



Pascal Delwit

Politologue. Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

été accessibles jusqu'à maintenant. Mais la N-VA demandait indubitablement plus... En matière de loi spéciale de financement, la proposition qui est faite, c'est de ne pas créer un système qui lierait fédéral et entités fédérées dans la perception de l'impôt sur les personnes physiques mais d'en régionaliser 30 %, soit une dizaine de milliards d'euros. Là aussi, c'est un pas en avant vers les revendications néerlandophones, mais d'aucuns demandaient plus... Si l'on prend la note chapitre par chapitre, une partie des revendications flamandes est satisfaite, mais pas tout.

Et Bruxelles ?

Il y a trois grands volets. Le premier : la scission de BHV, qui est quand même une revendication néerlandophone satisfaite. Le deuxième : une forme de statut spécial pour les six communes à facilités, avec la possibilité de voter soit pour les listes bruxelloises, soit pour les listes du Brabant flamand

francophones ou néerlandophones, et avec un renforcement des garanties liées aux facilités – et notamment un nouveau mécanisme de nomination des bourgmestres. Le troisième : le refinancement de la Région bruxelloise – qui était surtout une demande francophone – à hauteur de 460 millions d'euros, ce qui est moins que les 500 millions évoqués il y a plusieurs années, mais ce qui va au-delà de la note Vande Lanotte.

Au-delà des six communes à facilités, le cordon avec Bruxelles est rompu...

La nouveauté, de fait, c'est que ces habitants ne pourront plus voter pour des listes qui se présentent en même temps à eux et aux Bruxellois. En revanche, ils pourront bien sûr toujours voter pour des listes francophones – à l'exception partielle des élections européennes – qui se présenteront dans la circonscription du Brabant flamand.

Reste le chapitre « renouveau politique », qui est un peu la « surprise du chef », non ?

Il y a en effet plusieurs éléments inattendus. Ainsi, un quasi-effacement du Sénat, qui devient un organe non permanent, sans sénateurs élus. La diminution totale des parlementaires à l'échelle fédérale est également notable, puisque l'on passerait de 200 à 170. Et on introduirait une circonscription fédérale – une dizaine de députés –, ce qui n'était pas nécessairement attendu, dès lors qu'au début, ni la N-VA ni le PS n'en étaient de francs partisans. La réforme du système parlementaire est donc plus importante qu'on ne l'imaginait. ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

Non « La révolution copernicienne n'est pas là... »

Que pensez-vous de la note d'Elio Di Rupo ?

C'est un travail très consistant, qui contient un grand nombre de réformes. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut rejeter en trois ou quatre phrases. C'est un paquet impressionnant de mesures, qui sont également très concrètes. Le formateur a accompli un bon travail.

Est-ce une base suffisante pour entamer des négociations ?

Ça, c'est évidemment autre chose. Cela me semble difficile pour un parti de dire que cette note est tout à fait inacceptable. Je pense plutôt que c'est une note à laquelle on peut répondre « oui, mais ».

Parce que pour certains partis flamands, elle contient des choses difficiles à accepter ? La circonscription fédérale et les listes bilingues à Bruxelles, la réforme de Bruxelles, les modalités de l'autonomie fiscale...

Ce sont là de sérieuses difficultés. Mais il y a aussi des choses que les partis voulaient entendre comme la réforme des pensions, la dégressivité du chômage... Ce sera difficile pour eux de dire « non ». Un « oui, mais » est vraisemblable. Ce qui me semble la question la plus importante, c'est de savoir si l'on aura une réaction similaire à celle qui avait fait suite à la présentation de la note de Johan Vande Lanotte. Le CD&V, puis la N-VA avaient demandé des aménagements de la note avant même que l'on n'entame des négociations. Ce « oui »-là s'apparenterait à un « non ».

Le tout est aussi de savoir avec quels partis négocier, non ?

Absolument. La méthode de travail de Di Rupo me semble depuis le début critiquable sur deux points. Premièrement, le choix des



Carl Devos

Politologue à l'Université de Gand.

pose des transferts de compétences à hauteur de 17 milliards d'euros. C'est impressionnant, oui. Mais tant la N-VA que le CD&V ne veulent pas de l'argent pour de l'argent, ils veulent aussi disposer des leviers de décision. De ce que j'ai entendu, la révolution copernicienne ne se trouve pas dans la note. Alors, oui, chapeau Di Rupo, il a fait de son mieux. Mais sur des points fondamentaux, je pense qu'on lui répondra que cela ne suffira pas.

Les partis flamands ne vont pas dire « non » tout de suite, ils vont étudier cela en profondeur. Il y aura une concertation en coulisses entre la N-VA, le CD&V et l'Open VLD pour savoir s'ils vont envoyer un message commun. La N-VA va essayer de former ce front flamand. Et je pense qu'ils demanderont des aménagements avant la négociation. À vrai dire, je ne suis pas très optimiste au sujet de cette opération. Il manque encore des avancées, notamment la loi de financement. Pour l'assainissement aussi, il y aura des problèmes. Le gouvernement flamand a déjà dit qu'il ne contribuerait plus à l'effort. Et en matière de fiscalité, il y a des choses inacceptables pour le VLD.

Les francophones font de grosses concessions sur BHV...

Mais aux yeux des partis flamands, c'est tout simplement normal. Ce qui est perçu du côté francophone comme une grosse concession n'est pas vu de la sorte du côté flamand. Et ce qui est difficile aussi du côté flamand, c'est ce refinancement de la Région bruxelloise sans grande réforme. Il doit aussi être lié à une responsabilisation accrue. Vraiment, je suis pessimiste. ■

Propos recueillis par OLIVIER MOUTON

► P.2 À 7 NOTRE DOSSIER